



FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

Circulaire n° 4459 du 17/09/2013

**Objet : Frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe - Année scolaire 2012-2013**  
**La présente circulaire actualise la circulaire n° 4008 du 29/05/2012**

#### Réseaux et niveaux concernés

- Fédération Wallonie- Bruxelles
- Libre subventionné
  - libre confessionnel
  - libre non confessionnel)
- Officiel subventionné
- Niveaux : SEC (Ord/Spéc)  
FOND (Ord/Spéc)  
INTERNATS (Ord/Spéc)

#### Type de circulaire

- Circulaire administrative
- Circulaire informative

#### Période de validité

- A partir du
- Du 1/09/2012 au 30/06/2013

#### Documents à renvoyer

- Oui
- Date limite : 5 juillet 2013
- Voir dates figurant dans la circulaire

#### Mot-clé :

Frais de pension

#### Destinataires de la circulaire

- Aux chefs d'établissement et Administrateurs des Internats et Homes d'accueil de l'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- Aux Pouvoirs organisateurs des Internats de l'enseignement officiel et libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- Aux Directeurs des établissements de l'enseignement officiel et libre subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles,
- Aux membres des services de la Vérification.

#### Pour information :

- Aux membres des services d'Inspection,
- Aux associations de parents.

#### Signataire

Ministre /  
Administration : Lise-Anne HANSE Directrice générale

#### Personnes de contact

Service ou Association : Direction de l'Organisation des établissements d'enseignement fondamental ordinaire

| Nom et prénom  | Téléphone    | Email                  |
|----------------|--------------|------------------------|
| Baetsle Cécile | 02/690.84.14 | cecile.baetsle@cfwb.be |

Service ou Association :

| Nom et prénom | Téléphone | Email |
|---------------|-----------|-------|
|               |           |       |

J'ai l'honneur de vous informer que les montants de la pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe, confiés à un internat annexé à un établissement d'enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles, officiel subventionné ou libre subventionné, pour **l'année scolaire 2012-2013** s'élèvent à :

- **1572,25 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement primaire ordinaire;
- **1818,81 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement secondaire ordinaire ;
- **1410,17 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé fondamental;
- **1656,57 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé secondaire.

Ces montants sont ceux appliqués dans les internats organisés par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'intervention de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans le prix de la pension reste toujours fixée aux **2/3 du montant de la pension payée, soit un maximum de**

- **1048,17 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement primaire ordinaire;
- **1212,54 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement secondaire ordinaire;
- **940,11 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé fondamental;
- **1104,38 €** pour l'enfant qui fréquente une classe d'enseignement spécialisé secondaire.

L'intervention de la Fédération Wallonie-Bruxelles est réduite dans trois cas :

- lorsque l'élève ne s'est pas présenté à l'internat et à l'école à la date effective de la rentrée scolaire ;
- lorsque l'élève a quitté l'internat au cours de l'année scolaire ;
- lorsque l'élève a été absent de l'internat<sup>1</sup>.

Le nombre de journées de présence possible à l'internat est fixé forfaitairement à 300 et le nombre de journées d'un mois entier à 30.

J'attire aussi votre attention sur le fait que la loi du 19 janvier 1990 qui abaisse l'âge de la majorité civile à 18 ans a pour conséquence d'entraîner la suppression de l'intervention de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans les frais de pension à partir de la date anniversaire des 18 ans. Je vous prie de bien vouloir veiller au respect de cette mesure.

---

<sup>1</sup> Cas particulier de l'internat annexé à l' Ecole fondamentale autonome d' Antoing où l'intervention de la Fédération Wallonie-Bruxelles sera réduite si l'élève est absent pour une période ininterrompue de plus de 7 jours, les jours de congé, de détente et autres congés dans l'enseignement n'entrant pas en ligne de compte pour calculer l'absence lorsque ces congés se situent au début ou à la fin de la période d'absence de l'internat.

L'intervention est liquidée sur base de deux documents:

- un état (annexe I) présenté par l'Administrateur ou le Pouvoir organisateur de l'Internat et certifié exact par l'inspecteur du ressort d'inspection de l'établissement fréquenté par l'élève;
- une demande d'intervention (annexe II) dûment certifiée par la commune.

Vous trouverez en annexe un exemplaire des annexes I et II (année scolaire 2012-2013) qui, dûment complétées, doivent être transmises **pour le 05 juillet 2013** à la:

DIRECTION GENERALE DE L'ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE  
Service général de l'enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé  
Rue A. Lavallée, 1,  
Bureau 2F202  
1080 BRUXELLES

Montants des frais de pension pour l'année scolaire 2013-2014

A titre d'information, vous trouverez ci-dessous, un tableau reprenant les différents montants d'application à partir du 01/09/2013.

|                        | Montant fixé par Arrêté du Gouvernement | Montant (-15%) arrondi | Intervention FWB (calcul=2/3 du montant (15%)) |
|------------------------|---|------------------------|--|
| primaire               | 1889,66€                                | 1606,21€               | 1070,81€                                       |
| secondaire             | 2186,00€                                | 1858,10€               | 1238,73€                                       |
| fondamental spécialisé | 1694,85€                                | 1440,62€               | 960,41€  |
| secondaire spécialisé  | 1991,01€                                | 1692,36€               | 1128,24€                                       |

Je vous saurais gré d'informer les parents de ce qui précède.

Au nom de la Ministre de  
l'enseignement obligatoire,  
La Directrice générale,

Lise-Anne HANSE

## ANNEXE I

### Etat de l'intervention due par la Fédération Wallonie-Bruxelles dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe.

Année scolaire 20..-20..

---

Nom et prénoms de l'interne :

Date de naissance :

Nationalité :

Nom et prénoms du père, mère ou tuteur :

Domicile légal :   rue et n° :  
                          Localité :

Profession :

Date de l'entrée à l'internat :

Date de sortie de l'internat :

Etablissement scolaire fréquenté :

Niveau des études : primaire – secondaire / ordinaire - spécialisé

Intervention due par la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'année scolaire concernée  
....., .....euros

Certifié pour la fréquentation scolaire,  
Le Directeur de l'Etablissement scolaire,  
(Nom, date et signature)

Certifié sincère et véritable  
à la somme de (en lettres)  
.....  
.....  
.....

Pour l'Administrateur ou le  
Pouvoir organisateur de  
l'internat :  
(Nom, date et signature)

Numéro et dénomination du compte sur lequel l'intervention de la Fédération Wallonie-Bruxelles doit être versée:

.....  
.....  
.....

## ANNEXE II

MINISTÈRE DE LA FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES  
Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique  
Direction générale de l'Enseignement obligatoire  
Service général de l'Enseignement fondamental et de l'enseignement spécialisé

### **Intervention de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans les frais de pension des enfants dont les parents n'ont pas de résidence fixe. (AR. du 20 août 1957 –art.20 et 71)**

#### **DEMANDE D'INTERVENTION**

Nom, prénoms, date de naissance des enfants pour lesquels l'intervention est demandée :

-  
-  
-

Chef de famille (parents ou tuteurs)

Nom et prénoms :

Domicile légal :

Profession déclarée : (mentionner si elle est exercée pour le compte personnel ou pour compte d'un employeur; dans ce second cas, ajouter le nom et l'adresse de l'employeur)

J'affirme sur l'honneur que la profession que j'exerce ne me permet pas d'inscrire mon (mes) enfant(s) dans un établissement scolaire non pourvu d'un internat.

Certifié sincère et véritable,

A ....., le.....

Signature du chef de famille

Les renseignements justifiant la demande d'intervention, sont, à ma connaissance, conformes à la vérité,

A ....., le.....

Sceau de la commune et signature du Bourgmestre ou de son délégué.